

RÉSEAU ALPIN
DES ESPACES PROTÉGÉS



Rapport
d'activités
1995-2005



Réseau Alpin des Espaces Protégés
Rete delle Aree Protette Alpine
Netzwerk Alpiner Schutzgebiete
Mreža zavarovanih območij v Alpah



Orcières © Parc national des Ecrins (F)

De l'origine au 10^e anniversaire

1994: Le Ministre français de l'environnement propose de contribuer concrètement à l'application de la Convention alpine. Sous l'égide de la présidence française (1993-1994) l'idée de mettre en œuvre une partie de la Convention alpine voit le jour. Le Ministre Michel Barnier propose, lors de la IV^{ème} Conférence alpine, à Chambéry de créer un réseau des espaces protégés alpins s'appuyant sur l'article 12 du protocole « Protection de la nature et entretien des paysages ».

1995: Au printemps, débute une grande action d'identification des espaces protégés alpins existants dans l'ensemble des Etats contractants. De nombreux ministères, régions, provinces, conseils régionaux et cantons sont contactés afin de recenser les espaces naturels disposant d'un statut de protection, d'établir une première liste des aires protégées et de les cartographier.

La première conférence internationale des gestionnaires d'espaces protégés de l'Arc alpin est organisée les 5 et 6 octobre 1995 au siège du Parc national des Ecrins. Elle réunit des représentants des espaces protégés et ministères de tous les pays alpins. Il est décidé de renforcer la coopération et de créer dans un premier temps un réseau informel. Cette conférence fondatrice du Réseau Alpin se déroule sous l'égide de la France et de la Slovénie.

1996: Le Parc national des Ecrins (F) se voit confier par le gouvernement français la mission de créer une structure de coordination appropriée et de trouver des moyens financiers pour la mise en place d'un réseau. L'année 1996 est mise à profit par les organisateurs de la conférence de Gap et le Parc national des Ecrins pour créer les conditions favorables afin d'établir une petite unité de coordination en vue de la création d'un réseau thématique.

1997: Le 2 janvier 1997, l'unité de coordination du Réseau Alpin des Espaces Protégés est créée. Son siège se trouve à l'université I de Grenoble. Les travaux du Réseau Alpin sont désormais organisés de manière systématique. Le premier échange thématique alpin entre gestionnaires des espaces protégés est structuré autour d'ateliers de travail (rapaces, ongulés, gestion du tourisme,...). Plusieurs ateliers et colloques sont alors organisés dans différents pays alpins, les premiers bulletins sont publiés, une page Internet est créée.

Le Comité de Pilotage International tient sa première séance et se réunit à Bolzano (I).

Le Ministère français de l'environnement charge le Réseau Alpin de débiter une coopération entre espaces montagnards incluant ainsi également ceux situés en dehors des Alpes. Les premiers contacts avec les Carpates, les Pyrénées et d'autres massifs montagnards européens sont établis.

1998: Plusieurs nouveaux groupes de travail sont constitués (gestion des alpages dans les espaces protégés, communication,...). La deuxième Conférence Internationale des Espaces Protégés Alpins a lieu dans le Parc national du Grand Paradis (I). Certains principes fondamentaux du travail commun comme celui de la co-responsabilité de tous les espaces protégés alpins pour la coopération internationale sont votés à cette occasion.

La V^e Conférence alpine à Bled (SI) invite les Etats signataires de la Convention alpine à soutenir la collaboration de leurs espaces protégés au sein du Réseau Alpin. Le réseau national français des espaces protégés des Alpes s'intègre complètement dans le Réseau Alpin et contribue par son implication aux projets internationaux.

Un premier atelier de travail européen des gestionnaires d'espaces protégés des massifs montagnards est organisé en Slovénie sur le thème de la gestion des alpages. Le « Pôle Montagne Europe » est créé.

1999: De nombreuses manifestations (conférences, colloques, ateliers de travail) sont organisées cette année pour les espaces protégés, notamment un colloque fortement fréquenté à Belluno (I) ayant pour thème le retour des grands prédateurs. Un échange technique aussi intensif n'avait pas encore eu lieu dans les Alpes. De nouveaux groupes de travail sont constitués (grands prédateurs, flore alpine, habitat). Les publications de la série « Les dossiers du Réseau Alpin » sont élaborées. Les premiers monitorings alpins relatifs aux espèces emblématiques des Alpes débutent dans le cadre des travaux du Réseau Alpin (chamois, aigle royal, gypaète barbu).

Dans le cadre du Pôle Montagne Europe, un second atelier de travail international sur le thème de l'agriculture de montagne et notamment la gestion des alpages, auquel participent les gestionnaires de 10 massifs montagnards européens, est organisé en Norvège.

2000: L'unité de coordination du Réseau Alpin est transférée de Grenoble à Gap près du siège du Parc national des Ecrins et s'agrandit avec l'intégration de nouveaux collaborateurs. Les derniers groupes de travail du Réseau Alpin sont constitués (culture alpine, gestion de la ressource eau et gestion de la forêt de montagne). Le Réseau Alpin dispose désormais de 15 groupes thématiques, Comité de Pilotage International compris.

La série de publications « Les Actes du Réseau Alpin » est lancée.

Lors de la VI^e Conférence alpine à Lucerne, le Réseau Alpin est reconnu, dans le document de principe, en tant qu'instrument gouvernemental pour l'application de la Convention alpine.

2001: La troisième Conférence Internationale des Espaces Protégés a lieu dans le tout jeune Parc national des Kalkalpen (A). A cette occasion est organisée la première assemblée des représentants du Réseau Alpin et le « règlement intérieur » est voté.

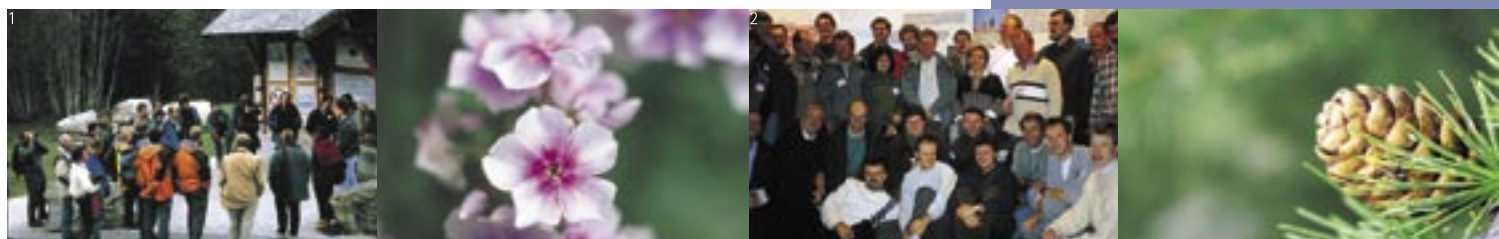
Le Réseau Alpin coordonne et soutient la constitution de projets transnationaux INTERREG III B et participe à leur réalisation.

Préparations relatives à l'Année Internationale des Montagnes et élargissement de la coopération externe du Réseau Alpin, notamment avec les Carpates.



Les 10 ans d'existence du Réseau Alpin des Espaces Protégés

Pendant les 10 années d'existence du Réseau Alpin des Espaces Protégés, celui-ci est devenu un partenaire recherché et bien établi dans le monde de la coopération transalpine ainsi que pour l'application concrète de la Convention alpine. Cela est dû en partie au mérite des partenaires rassemblés dans le réseau. Mais c'est notamment grâce aux personnes ayant des responsabilités politiques qu'un cadre organisationnel et institutionnel a pu être établi ; ce qui a permis de développer et de mettre en oeuvre cette idée d'un réseau à travers tout l'Arc alpin et de le faire vivre. Le Réseau Alpin des Espaces Protégés a donc été créé et institutionnalisé comme un organisme public français en vue d'une application concrète de la Convention alpine et non comme une association ou une fédération. L'application elle-même repose sur deux principes fondamentaux : le principe de co-responsabilité et celui de la continuité. Le travail concret au sein du Réseau Alpin a été présenté dernièrement après la concertation des espaces protégés alpins et a trouvé une nouvelle orientation afin d'améliorer encore les synergies. Le principal leitmotiv de tous nos travaux était, et reste, la coopération étroite et concertée avec les organismes et établissements de la Convention alpine au même titre que la



1. Atelier de travail Aigle Royal à Rauris (A) en 1999 © Réseau Alpin
2. Groupe de travail grand rapaces à Berchtesgaden (D) en 2000 © Réseau Alpin

coopération interne des espaces protégés. Ainsi, l'intensification de la coordination des travaux avec le Secrétariat permanent de la Convention alpine à Innsbruck et Bolzano, après la création de celui-ci, a tout de suite été approuvée afin de permettre la prochaine étape : la liaison organisationnelle et institutionnelle du Réseau Alpin des Espaces Protégés avec le Secrétariat permanent de la Convention alpine. Le processus est aujourd'hui en route. Toutes les personnes impliquées sont conscientes des principes fondamentaux qui régissent le Réseau Alpin des Espaces Protégés : le principe de co-responsabilité et celui de la continuité.

Michael Vogel, Directeur,
du Parc national de Berchtesgaden (D)
Président Réseau Alpin des Espaces Protégés





2002: Le Réseau Alpin occupe une position centrale en France pendant l'Année Internationale des Montagnes. Il est chargé de l'organisation d'une conférence internationale qui réunit les gestionnaires des espaces protégés d'Europe issus de 18 pays. Les travaux intensifs des groupes de travail se concrétisent par l'organisation de nombreuses manifestations et d'un échange intense de méthodes de gestion et de monitoring. Les premiers projets INTERREG III B sont coordonnés et accompagnés par le Réseau Alpin. De nombreux documents sont publiés (actes et dossiers thématiques) et la plus grande exposition réalisée par le Réseau Alpin est inaugurée: « Montagnes mythiques ». Grâce à cette exposition itinérante, le public fasciné par l'espace culturel et naturel formé par les Alpes est pour la première fois directement ciblée par les espaces protégés.

2003: La IV^e Conférence Internationale des Espaces Protégés Alpins se tient à Berchtesgaden (D). Plus de 130 gestionnaires des espaces protégés de tous les pays alpins sont présents. Le thème de cette conférence concerne les espaces protégés comme carrefours d'écologie et de communication. Une délégation des espaces protégés des Carpates participe également à la manifestation. La conférence permet de définir les futurs travaux du Réseau Alpin par rapport aux corridors écologiques et aux liaisons transfrontalières entre les espaces protégés.

La présidence allemande de la Convention alpine charge le Réseau Alpin d'apporter un soutien lors du montage d'un réseau des aires protégées des Carpates dans le cadre des partenariats de montagne de la Convention alpine. Un comité international, composé de représentants gouvernementaux des pays des Carpates, constitue la base de ce réseau dont les séances de travail sont organisées par le Réseau Alpin. Les espaces protégés des Carpates définissent, dans un rapport spécifique, leurs priorités quant à la coopération entre leurs espaces protégés et ceux des Alpes.

Le Réseau Alpin propose un voyage d'étude dans la région du Trentin-Haut Adige (I) ayant pour thème la communication et les centres de visiteurs qui aura un grand succès. Plus de 40 experts et dirigeants des services de communication des espaces protégés y participent.

2004: De nombreuses manifestations sur différents thèmes spécifiques sont organisées, notamment un colloque sur le thème de la « démarche qualité » qui rassemble gestionnaires des espaces protégés de tous les pays alpins et experts. Des réflexions concernant des actions communes dans ce domaine sont engagées. Les groupes de travail devenus entre-temps des groupes traditionnels du Réseau Alpin (rapaces, ongulés, eau, tourisme,...) organisent leurs rencontres et progressent dans leurs projets communs.

Le Réseau Alpin est chargé par les Etats signataires de la Convention alpine de réaliser une étude sur les espaces protégés transfrontaliers et les corridors écologiques. Tous les Etats alpins soutiennent ce projet initié sous la présidence allemande. Cette étude est réalisée en seulement 7 mois et est publiée dans les quatre langues alpines en tant que numéro 3 de la série de publication officielle de la Convention alpine intitulée « Signaux alpins ». L'étude est désormais une référence alpine sur ce thème (« réseau écologique »).

Le Réseau Alpin dépose, en collaboration avec 10 parcs et la ville de Chambéry, le projet ALPENCOM (INTERREG III B). Il reçoit un avis favorable en octobre 2004. Le projet consiste à coordonner la communication des espaces protégés alpins et à élaborer de nouveaux outils de communication interactifs et novateurs. L'objectif est de privilégier la relation des espaces protégés des Alpes avec l'ensemble de la population alpine et les visiteurs. L'échange entre les espaces protégés est également renforcé par le projet ALPENCOM.

Le 16 novembre 2004 a lieu la VIII^e Conférence alpine où la décision est prise de rattacher le Réseau Alpin au Secrétariat permanent de la Convention alpine et de continuer les travaux pour un réseau écologique. Un grand pas dans l'histoire du Réseau Alpin est fait. L'intégration institutionnelle dans la Convention alpine était un objectif fixé depuis la création du Réseau Alpin, car la France a fondé le Réseau Alpin pour contribuer à l'application de la Convention alpine.

2005: Pour la 5^e fois, le trophée Danilo Re est organisé au niveau international avec le soutien du Réseau Alpin. Plus de 200 gardes-moniteurs y participent. Les contrats relatifs au rattachement du Réseau Alpin à la Convention alpine sont préparés, les bases fondamentales pour cette nouvelle structuration du Réseau Alpin sont créées. Au-delà des rencontres thématiques des gestionnaires des espaces protégés, cette année est surtout marquée par le développement d'une stratégie alpine de communication des espaces protégés dans le cadre d'ALPENCOM et de nouveaux outils de communication sont élaborés. La mise en place d'une banque de données alpine relative aux espaces protégés se poursuit. Les travaux liés au réseau écologique continuent et un premier séminaire est préparé pour le mois de novembre sur les étapes de sa mise œuvre conformément à l'article 12 du protocole de la protection de la nature de la Convention alpine et ce, grâce au soutien allemand et à une décision prise par le Comité permanent de la Conférence alpine.

Le Réseau Alpin se base désormais sur trois axes de travail: échange thématique, mise en réseau spatial et communication commune.

A cela s'ajoutent les activités de la coopération externe (surtout Carpates et Pyrénées) ainsi que l'organisation de formations internationales et de voyages d'étude.

La V^e Conférence Internationale des Espaces Protégés Alpins a lieu du 12 au 15 octobre 2005. Le thème de la conférence concerne cette année l'histoire, le développement et l'avenir des espaces protégés alpins à travers les nouveaux défis émergents.

D'autres manifestations relatives à la gestion du tourisme des espaces protégés (aspects économiques et écologiques) et à d'autres thèmes spécifiques sont prévues jusqu'à la fin de l'année. Le mandat du Parc national des Ecrins qui, en seulement 10 années, a permis au Réseau Alpin de devenir un instrument international de la coopération alpine en matière de protection de la nature, se termine fin décembre 2005.



Le début du Réseau Alpin des Espaces Protégés

La naissance du Réseau Alpin a été une grande aventure. La France s'y est investie pleinement sous l'impulsion de Michel BARNIER, alors ministre de l'environnement. Le Parc national des Ecrins a été sollicité pour organiser à l'automne 1995 à Gap une grande rencontre des espaces protégés, en liaison avec la Slovénie qui assurait la présidence de la Conférence alpine. L'Institut de Géographie Alpine a apporté son concours, avec déjà Guido Plassmann, jeune et brillant universitaire. Un consensus s'est tout de suite dégagé pour mettre sur pied ce réseau, fédérer les énergies, créer un lieu de rencontre et d'action qui soit le premier exemple concret d'application de la Convention alpine ; et cela sans créer de structure nouvelle, en limitant la partie administrative au profit de l'action opérationnelle. Le Parc national des Ecrins a été retenu pour cette première période sans doute du fait de son implantation centrale et interrégionale dans les Alpes françaises. Et ce projet fut soutenu immédiatement par les deux régions, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, et par la Délégation à l'aménagement du territoire. Ce fut pour le Parc national des Ecrins, dont j'étais le directeur, une charge, mais aussi un grand honneur et une grande motivation de porter



1. Réunion du Comité de pilotage international à Monaco en 1999 © Réseau Alpin
2. Réunion du Comité de pilotage international à Bolzano en 1997 © Réseau Alpin
3. Groupe de travail grand rapaces à Berchtesgaden (D) en 2000 © Réseau Alpin
4. Bouquetin mâle (Capra ibex) © L. Ramires - Parco Nazionale Gran Paradiso (I)

les premiers pas de ce nouveau réseau. Je tiens à rendre hommage à Philippe Maigne, le directeur-adjoint de l'époque, qui a piloté au niveau du Parc cette grande ambition, portée efficacement par Guido Plassmann à la tête d'une petite équipe performante. L'action s'est alors développée dans de nombreuses directions avec la création ou le renforcement de partenariats transfrontaliers – je pense aux relations Ecrins-Triglav-Hohe Tauern-, fonctionnement de groupes thématiques et du Comité de Pilotage International, la réalisation d'outils de communication de qualité pour aller jusqu'à l'animation de programmes européens. Ces dix années intenses permettent maintenant au Réseau Alpin de franchir une nouvelle étape.

Philippe Traub, Directeur,
Parc national de la Vanoise (F)



Le Réseau Alpin des Espaces Protégés ou la mise en œuvre du protocole Protection de la nature de la Convention alpine depuis la première heure

Dès 1994, la France proposait la mise sur pied d'un réseau d'espaces protégés alpins destiné à améliorer la coopération internationale en matière de protection de la nature. La mise en œuvre concrète de l'article 12 du protocole Protection de la nature en a été le point de départ : « Les parties contractantes prennent les mesures adéquates pour établir un réseau national et transfrontalier d'espaces protégés, de biotopes, et d'autres éléments protégés ou dignes de protection dont le caractère est reconnu. Elles s'engagent à harmoniser les objectifs et les mesures applicables aux espaces protégés transfrontaliers.

Lors de la première Conférence Internationale des espaces protégés alpins en 1995 à Gap, les administrateurs des espaces protégés représentant tous les pays alpins décident de coopérer dorénavant plus étroitement sur toutes les questions de la gestion de ces espaces et de mettre à profit les expériences faites par leurs collègues ainsi que d'élaborer des projets communs relatifs à ces espaces et de les aider. Après quelques travaux de préparation, l'unité de coordination du Réseau Alpin est ouverte en 1997. Entre 1997 et 2002 se créent 15 groupes de travail techniques, qui s'occupent de diverses questions relatives à la gestion d'espaces protégés, à la protection des espèces, des ressources et de l'habitat (grands rapaces et ongulés, prédateurs et flore alpine, gestion durable de l'eau et de la forêt, gestion des flux de visiteurs, création de plus-values dans les régions protégées, NATURA 2000, agriculture de montagne et alpages, relations publiques, etc.). Le lien entre groupes de travail, manifestations organisées et la Convention alpine et ses protocoles est permanent et mis en évidence. Les thématiques traitées sont rendues accessibles aux spécialistes et au grand public au moyen de publications adéquates (publications spécialisées et lignes directrices, recensement des « meilleures pratiques », expositions les faisant connaître auprès du public comme celle sur les montagnes mythiques, livres et films toujours dans les quatre langues officielles de la Convention alpine).

Le Réseau Alpin soutient ses membres dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets communs, comme ce fut le cas dans le cadre de programmes européens (exemple : INTERREG III B – Habitatp), encourage les efforts communs de monitoring concernant la faune et la flore, élabore avec ses partenaires des espaces protégés et d'autres organismes de protection de la nature des concepts communs et du matériel utilisé dans les relations publiques et organise des réunions techniques, des voyages d'étude ainsi que des échanges actifs de personnel sur des questions de mise en œuvre.

Tout cela a donné lieu à une forte coopération entre les espaces protégés alpins du fait d'un échange régulier de méthodes et de contacts professionnels et personnels directs, qui donnent aussi vie aux contenus essentiels de la Convention alpine. Il s'est créé un lien professionnel entre les espaces protégés et leurs administrateurs, qui représente le fondement de la mise en œuvre de l'article 12 du protocole Protection de la nature évoqué plus haut (harmonisation des objectifs et des mesures, échanges entre spécialistes). Etant donné que seuls des espaces protégés étendus et cohérents au point de vue écologique sont en mesure d'assurer une protection du bien naturel que sont les Alpes et des processus se déroulant naturellement, le Comité permanent de la Convention alpine a demandé, en 2004, au Réseau Alpin d'élaborer une étude concrète de la question des espaces protégés transfrontaliers et des corridors écologiques.



La réalisation de cette étude a été soutenue par tous les états signataires de la Convention alpine. Il s'agit là du premier pas très concret établissant une dimension spatiale du Réseau Alpin, telle qu'elle est ancrée dans la Convention alpine. Le travail représente le potentiel existant d'espaces protégés et de relations transfrontalières, y compris les mesures existantes concernant la migration des espèces et leurs compléments adéquats. La coopération renforcée des espaces protégés transfrontaliers, l'harmonisation de leurs objectifs et des mesures, et la création de liens entre les espaces protégés alpins auront pour résultat une nouvelle qualité de la protection de la nature dans les Alpes. C'est la coordination adéquate des moyens existants (protection contractuelle de la nature, accords avec les acteurs locaux, harmonisation des mesures entre les collectivités territoriales) vers laquelle tendent la Convention alpine et le Réseau Alpin.

Le Réseau Alpin des Espaces Protégés représente la plus grande confédération spécialisée, qui est aussi la plus étendue, relative à la protection de la nature au sein des espaces protégés de la Convention alpine. Il a été fondé en tant que contribution à l'application de la Convention alpine et traite également, en dehors des contenus du protocole Protection de la nature, des sujets abordés dans d'autres protocoles (agriculture de montagne, tourisme, aménagement du territoire et développement durable, etc.). Les espaces protégés alpins sont des espaces présentant un intérêt particulier pour les visiteurs et la population. Ils protègent un patrimoine naturel et culturel vieux de plusieurs siècles et peuvent avoir une fonction de modèle en matière de protection moderne de la nature.

Les aires protégées sont aussi des espaces de communication, notamment par le biais de leurs centres d'accueil, leur politique d'information et par leur accueil des touristes et des randonneurs ainsi que leurs activités d'animation. La Convention alpine est ici présente et les espaces protégés sont l'un de ses porte-parole. Le Réseau Alpin a démarré en janvier 2005 avec un projet important INTERREG III B « ALPENCOM », qui doit renforcer l'échange entre gestionnaires d'espaces protégés alpins et un travail de relations publiques commun, dans les médias et les maisons des parcs ainsi que dans le domaine de nouvelles technologies de communication. Les relations publiques, l'information et la formation du public de tous âges sont l'une des trois priorités du Réseau Alpin, avec l'échange thématique et technique du personnel des espaces protégés et la réalisation d'un réseau spatial.

L'exemple du Réseau Alpin des Espaces Protégés a également été repris par la Convention des Carpates. Un réseau du même type actuellement en cours de constitution a pris modèle sur lui et a reçu l'aide de la Convention alpine et du Réseau Alpin dans le cadre du soutien aux partenariats avec d'autres régions de montagnes ce qui débouche aujourd'hui sur des actions communes des deux réseaux. Le Réseau Alpin a participé également à la mise sur pied du Réseau des espaces protégés des Pyrénées.

En bref: le Réseau Alpin des Espaces Protégés

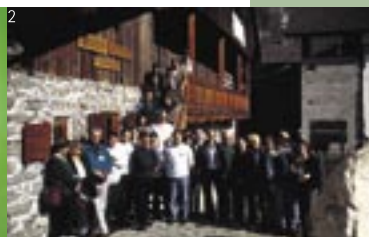
- à partir de 2006, rattachement au Secrétariat permanent de la Convention alpine, siège en France avec 5 personnes permanentes auxquelles s'ajoute du personnel en fonction des projets,
- soutenu par l'Etat français et les régions alpines Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes ainsi que par d'autres parties à la Convention en fonction des projets,
- environ 800 espaces protégés étendus de toutes catégories, dont 14 parcs nationaux et 70 parcs naturels ou régionaux,
- environ 2000 personnes assurant la gestion et l'animation des espaces protégés,
- représente environ 23 % de la superficie alpine ainsi que presque toutes les plantes, animaux et habitats alpins,
- 15 groupes de travail techniques et d'experts,
- plus de 250 manifestations et de nombreuses publications et expositions depuis 1995.

Pour plus d'informations:

mail : info@alparc.org
web : www.alparc.org



1. Colloques Grands Ongulés dans le PN de la Vanoise (F) en 2000 © Réseau Alpin



2. Groupe de travail communication dans le PN Hohe Tauern (A) en 1998 © Réseau Alpin

La Convention alpine a donné des impulsions, la phase concrète de sa mise en œuvre a commencé et les résultats sont visibles. Le Réseau Alpin des Espaces Protégés est l'initiative la plus ancienne, presque 10 ans après sa fondation, il est entré dans une phase d'interconnexion spatiale dans le sens de l'article 12 du protocole Protection de la nature. Le Réseau Alpin des Espaces Protégés sera intégré au Secrétariat permanent de la Convention alpine à partir de janvier 2006 avec la création d'une « Task Force Espaces Protégés ». Il aura ainsi un rôle encore plus central pour l'application du protocole Protection de la nature de la Convention alpine.

Auteurs:

Guido Plassmann
*Directeur unité de coordination
Réseau Alpin des Espaces Protégés*

Michael Vogel
*Président Comité de Pilotage International
Réseau Alpin des Espaces Protégés*





La hêtraie de Boden © M. Broglio – Parco Naturale Mont Avic (I)

Partenariats transalpins

Au sein du Réseau Alpin, il existe, au niveau transfrontalier et international, plusieurs partenariats entre des espaces protégés. Ils se fondent sur les projets et les problèmes communs, sur les contacts personnels et les relations historiques entre les espaces protégés et leurs gestionnaires. Ces partenariats contribuent d'une manière essentielle au succès de la collaboration internationale, ils sont en partie les initiateurs du travail du Réseau Alpin. Nous accompagnons ces partenariats, nous les soutenons et nous espérons qu'ils restent à l'avenir les moteurs pour les projets internationaux souvent informels ainsi que pour un échange important entre le personnel des différents espaces protégés. Nous souhaitons également que, par leurs expériences, ils enrichissent le travail du Réseau Alpin. Nous chercherons dans les prochaines années à renforcer le contact avec les partenariats alpins au sein du réseau et nous encouragerons de nouveaux partenariats ciblés autour de l'article 12 de la Convention alpine.

Signature de la convention
de partenariat par les trois
directeurs © Parc national
des Ecrins (F)



Echanges de partenariat
© Parc national des Ecrins (F)





Les attentes en matière de collaboration internationale

Les parcs alpins sont des ensembles de paysages où la biodiversité est grande et la protection de la nature active. Ils représentent ainsi un moyen important pour le maintien et la sauvegarde des ressources naturelles de nos Alpes. Ils abritent et protègent la plupart des milieux naturels représentatifs de l'arc alpin: d'un côté les paysages culturels, d'un autre côté des espaces naturels encore intacts. Mais les parcs sont aussi des centres de recherche appliquée, ils offrent ainsi des bases scientifiques pour une sauvegarde de la biodiversité à long terme. A l'avenir, de nombreux parcs pourraient devenir des centres de compétences pour la recherche interdisciplinaire et internationale en matière de paysage naturel et culturel. En renforçant l'intégration des parcs dans leur environnement régional, les espaces protégés contribuent de plus en plus au développement touristique, à une valorisation économique accrue et à la création d'une identité propre dans leur région. Ils sont des vitrines importantes du tourisme-nature dans les Alpes. De par leur mission de formation, ancrée dans la quasi totalité des parcs, ces derniers représentent un pilier important pour une relation attentionnée des hommes avec la nature et leur environnement. Une transmission des

Manifestations et groupes de travail

Ce sont en grande partie les groupes de travail qui sont la base du succès du Réseau Alpin. Les premiers groupes ont été créés dès le début du Réseau Alpin et se consacrent aux thèmes traditionnels des espaces protégés de montagne. Ils permettent pour la première fois un échange transalpin spécifique et organisé entre les responsables d'espaces protégés et les spécialistes. Depuis 10 ans, un échange intense d'informations sur les questions de gestion et sur la réalisation et la conduite de projets communs s'est mis en place. Cette action fondamentale du Réseau Alpin a permis une plus grande transparence des méthodes de travail, des objectifs ainsi que des problèmes communs de gestion des espaces protégés alpins. Mais le rapport de confiance et les relations amicales, qui sont nés ces 10 dernières années entre les responsables des espaces protégés de tous les pays alpins, du fait d'une grande activité des groupes, sont encore plus importants. Actuellement, les groupes de travail ont des thématiques variables. Les thèmes principaux sont la faune, la flore, l'habitat, le tourisme, l'agriculture et la sylviculture en montagne, la communication. Depuis 1997, les thèmes grands ongulés, rapaces, mesures de gestion touristique et mise en valeur dans les espaces protégés, grands prédateurs et mesures de gestion, pastoralisme, sylviculture, organisation de centres de visiteurs, travail de communication, gestion de l'eau dans les espaces protégés, flore alpine et suivi commun, gestion de l'habitat et offre culturel des espaces protégés sont traités de manière approfondie par les groupes de travail. Plus de 150 manifestations en lien avec ces sujets ont déjà eu lieu.



- 1 . Epreuve de tir du Trofeo Danilo Re à Trafoi (I) en 2003 © Réseau Alpin
- 2 . Colloque Qualité dans le PNR du Verdon © Réseau Alpin
- 3 . Atelier de travail eau dans le P.N. Berchtesgaden (D) 2004 © Réseau Alpin



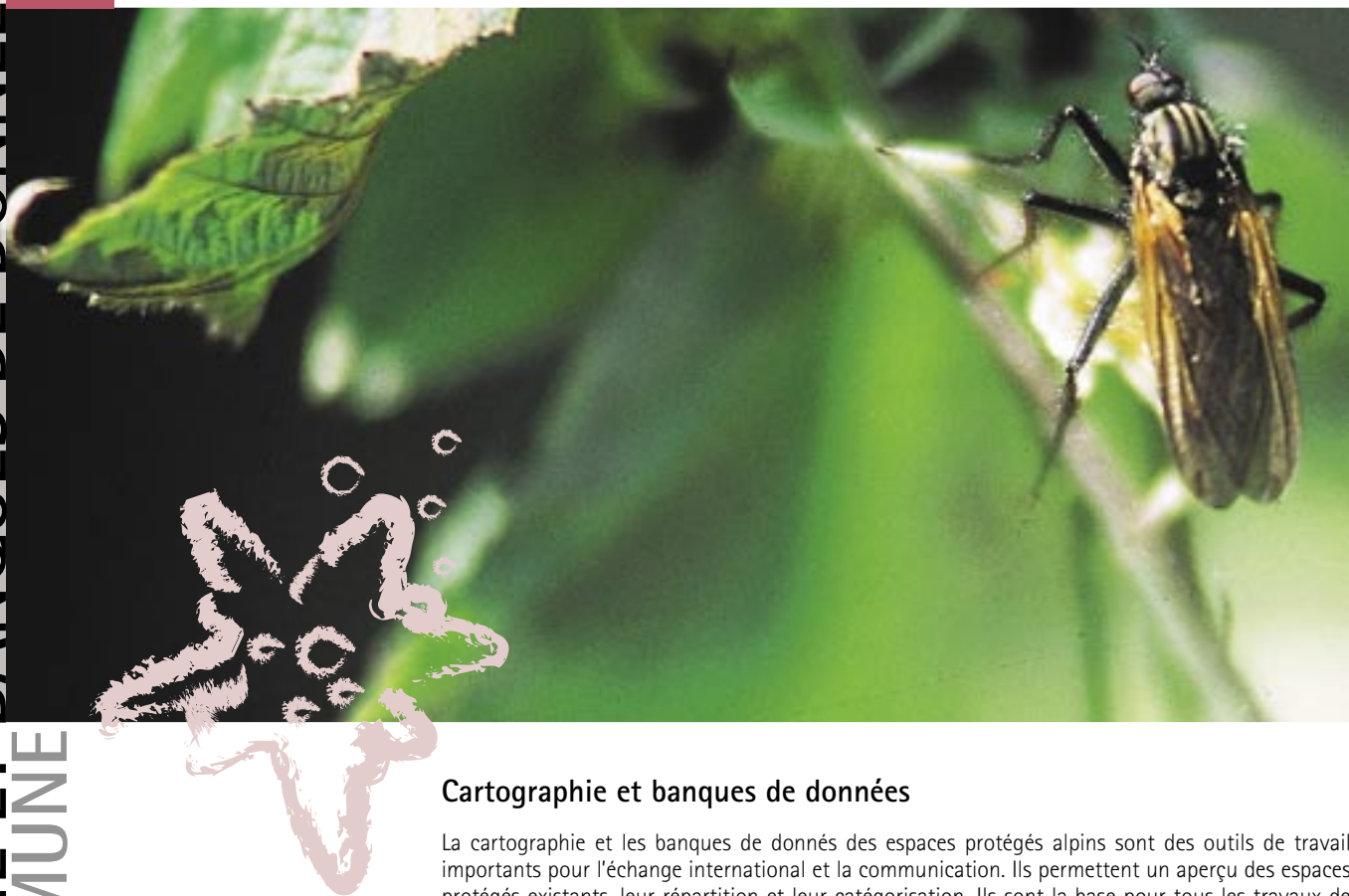
10 ans de partenariat alpin

Le jubilé des 10 ans du Réseau Alpin des Espaces Protégés (ALPARC) est également, pour le Parc national des Hohe Tauern, une date importante en ce qui concerne la coopération internationale. Le partenariat établi avec le Parc national du Triglav (Slovénie) et celui des Ecrins (France) était important pour le lancement d'une coopération transalpine entre plusieurs espaces protégés dont l'objectif était de promouvoir une protection des Alpes "forte" et coordonnée. Pendant ces 10 ans, parallèlement à un échange d'expériences entre les responsables des espaces protégés (grâce à des excursions à thèmes, des cours linguistiques communs et différents projets), on a assisté à plusieurs échanges entre différents groupes de population (par exemple dans le domaine agricole). Par cet échange de connaissances, de savoir-faire et par l'échange culturel, une prise de conscience du caractère unique de la nature de l'espace alpin, et avant tout de sa population et de sa culture, s'est faite jour.

Hermann Stotter, Directeur,
Parc national Hohe Tauern - Tirol (A)

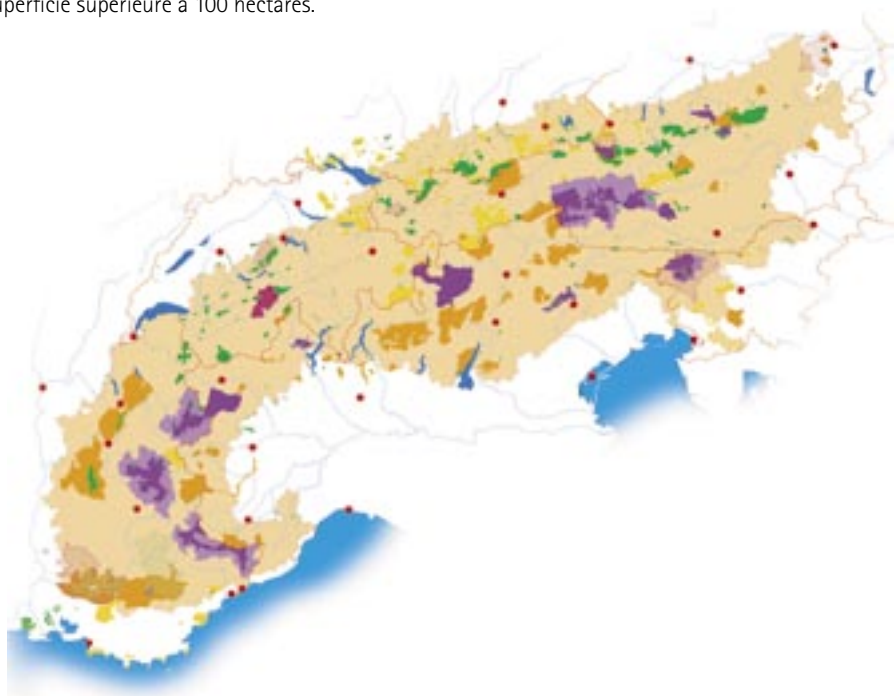
connaissances de bonne qualité et moderne est cependant la condition préalable. Tous ces objectifs font, de l'ensemble des parcs des pays alpins, les meilleurs investissements pour l'avenir et contribuent à une mise en valeur accrue de la nature par la population locale. A travers leurs buts communs les parcs rapprochent les peuples et tendent vers une ligne commune pour l'application des conventions internationales ainsi que pour la conservation d'un héritage naturel européen. La transmission de connaissances et d'informations au sein des espaces protégés alpins, des réseaux de recherche, des parcs transfrontaliers et des programmes d'échanges de jeunes sont quelques exemples de la collaboration internationale des parcs. Renforcer la collaboration et la professionnaliser sera à l'avenir un grand défi pour les parcs et pour le Réseau Alpin des Espaces Protégés.

Werner Franek, Directeur,
Parc national, Gesäuse (A)



Cartographie et banques de données

La cartographie et les banques de données des espaces protégés alpins sont des outils de travail importants pour l'échange international et la communication. Ils permettent un aperçu des espaces protégés existants, leur répartition et leur catégorisation. Ils sont la base pour tous les travaux de réseau spatial entre les espaces mais aussi pour un suivi des espèces dans l'ensemble des Alpes et pour d'autres projets scientifiques. En 1995, on a commencé une cartographie des espaces protégés de l'ensemble de l'Arc alpin, elle est constamment actualisée et révisée. Elle est reliée à des banques de données qui permettent d'avoir des informations sur le statut des espaces, sur des données géographiques et topologiques. D'autre part, ces banques de données contiennent des informations sur les activités et sur les objectifs des espaces protégés, ce qui est particulièrement important pour dynamiser la collaboration internationale et pour des projets spécifiques entre les espaces. D'autres banques de données, qui établissent une liste de tous les espaces protégés et d'autres structures (infrastructures de recherche, administrations,...) permettent une organisation efficace de manifestations et de programmes de coopération. Le travail sur les banques de données et de cartographie se sont poursuivis dans le cadre de la création d'un système d'information géographique transalpin. Ces travaux sont étroitement coordonnés avec le Secrétariat permanent de la Convention alpine. Actuellement, la cartographie concernant les Alpes et les banques de données correspondantes comptent, pour l'ensemble des pays alpins, plus de 800 espaces protégés ayant une superficie supérieure à 100 hectares.



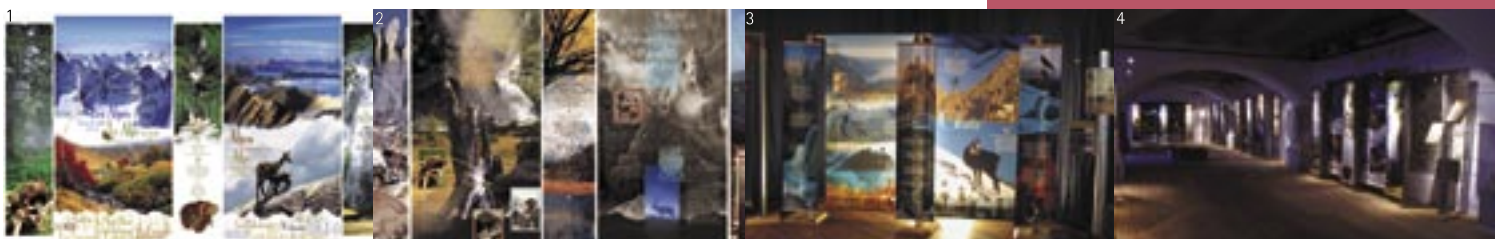


La communication: une volonté des espaces protégés

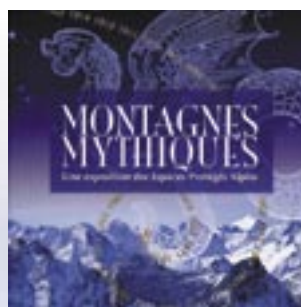
La mission prioritaire des espaces protégés est de préserver durablement la diversité et la richesse de la faune et de la flore des paysages et des milieux naturels. Les aspects historiques et culturels ainsi que les traditions de chacune des régions y ont aussi un rôle à jouer. Pour chaque espace protégé, on se pose la question de savoir comment cet objectif peut être atteint. Des lois et des réglementations empêchent les interventions dont les répercussions seraient néfastes et durables, elles sont donc indispensables pour chacun des espaces. Mais comment peut-on rapprocher la population locale et le touriste de ceux qui agissent en se souciant des valeurs de la nature ? Ils ne vont s'engager que sur les choses qu'ils connaissent et qu'ils ont appris à considérer. C'est pourquoi le travail des espaces protégés se consacre en grande partie à la sensibilisation et à la création d'une prise de conscience. La communication sous toutes ses formes est devenue ainsi plus significative, et cela même dans les parcs naturels et nationaux. Beaucoup d'espaces protégés ont atteint dans ce domaine un très bon niveau et travaillent avec des moyens professionnels et des médias modernes. Avec la devise „ensemble, plus forts", le travail de communication prend toute son importance. On peut ainsi

Communication commune des espaces protégés

Ces dernières années, des dépliants, des publications, des expositions et des pages Internet ont été réalisés en commun. Parallèlement à un échange professionnel, l'objectif visé est le développement d'un travail de communication sur les thèmes qui concernent tous les espaces protégés des Alpes. Une présentation commune des objectifs et de la complémentarité des espaces protégés permet d'informer un large public, de manière détaillée, sur des questions de protection de la nature et de développement durable. Le fait de reconnaître que ces efforts de protection de la nature existent dans tous les pays alpins devrait également accroître l'acceptation locale des espaces protégés. Une représentation commune des espaces protégés alpins renforce leur position à l'échelle internationale et facilite l'accès aux programmes internationaux. Dans ce contexte, un programme INTERREG III B pour un travail commun en matière de communication des espaces protégés alpins a été lancé. ALPENCOM doit mettre en place des outils interactifs pour les centres de visiteurs des Alpes, qui seront alors des sources d'informations non seulement sur l'espace concerné mais également sur tous les espaces protégés alpins. D'autres réalisations: des expositions, des pages Internet, des séries de posters, des banques de données sur l'échange d'informations et des formations du personnel des espaces protégés sur les questions de protection des Alpes font également partie du programme. Le projet se déroule de 2005 à 2007 et regroupe dans cette phase de lancement 12 partenaires de tous les pays alpins. Tous les espaces protégés alpins auront ensuite accès aux résultats et aux outils (www.alpencom.org). Le Réseau Alpin essaie à travers des expositions itinérantes comme „Montagnes mythiques" et „Retour au sauvage" ainsi qu'à l'aide de publications telles que « Espaces protégés alpins; un monde fantastique » d'éveiller une fascination sur cet héritage naturel et culturel unique auprès des visiteurs mais aussi au sein de la population alpine.



1. Module Général de l'exposition Montagnes Mythiques
© Réseau Alpin
2. Module des parcs du Trentin de l'exposition Montagnes Mythiques
© Réseau Alpin
3. Module du Parc national du Grossglockner de l'exposition Montagnes Mythiques
© Nationalpark Grossglockner (A)
4. L'exposition Montagnes Mythiques dans le château de Sand in Taufers dans le Haut Adige © Réseau Alpin



amener à toucher un public plus large en ce qui concerne la richesse et la valeur des espaces protégés. Les gens reconnaissent l'importance du réseau et comprennent que la protection de la nature et d'un paysage ne peut pas se limiter à certains domaines, mais qu'une vision d'ensemble est nécessaire. Le Réseau Alpin des Espaces Protégés a déjà beaucoup travaillé dans cette optique. Mais il reste beaucoup à faire. Chacun peut dans cet esprit apprendre de l'autre et les initiatives communes offrent également une satisfaction particulière. De plus, les frontières et les barrières linguistiques sont alors surmontées, ce qui favorise l'entente entre les peuples.

Artur Kammerer, Directeur,
Parcs naturels du Haut-Adige (I)





Recherche et études

Le Réseau Alpin participe à des projets de recherche et mène ses propres études. La plupart ont été publiés dans les séries des „Dossiers du Réseau Alpin” ou dans celles des „Actes du Réseau Alpin” (cf. le catalogue des publications du Réseau Alpin). Les travaux de recherche sont faits en collaboration avec des universités ou d'autres centres de recherche dans le cadre de projets internationaux. Les publications spéciales sont parfois issues de ces travaux (cf. „Revue de Géographie Alpine” 2002/2 : Espaces protégés – Espaces de recherche). En outre, le Réseau Alpin a mené ses propres études, en particulier sur les sujets suivants: „espaces protégés transfrontaliers et réseau écologique” (Signaux alpins N° 3), gestion du tourisme dans les espaces protégés (Dossiers N° 2 et 4), contrats environnementaux et signes de qualité (Dossier N° 11) et comparaison de l'habitat dans les espaces protégés (Dossier N° 5). Il participe à des projets internationaux organisés par ses partenaires, comme par exemple „l'avenir dans les Alpes” (CIPRA International) et a créé avec l'Académie Suisse des Sciences Naturelles (SCNAT) sa propre banque de données pour les projets de recherche dans les espaces protégés de montagnes européennes. On continuera à mener ces actions de façon ciblée dans les années à venir. Un projet de réalisation d'un outil spécifique destiné aux études et aux recherches dans les espaces protégés est engagé.



Carottage glaciaire
© Parc national des Ecrins (F)



Pause embrumée
© Parc national des Ecrins (F)



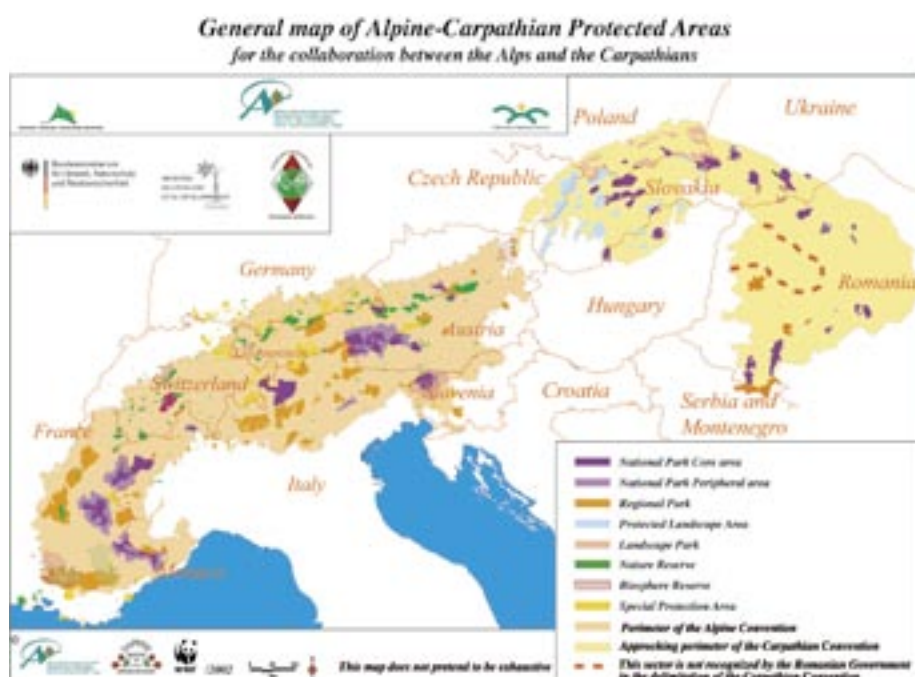
Coopération externe

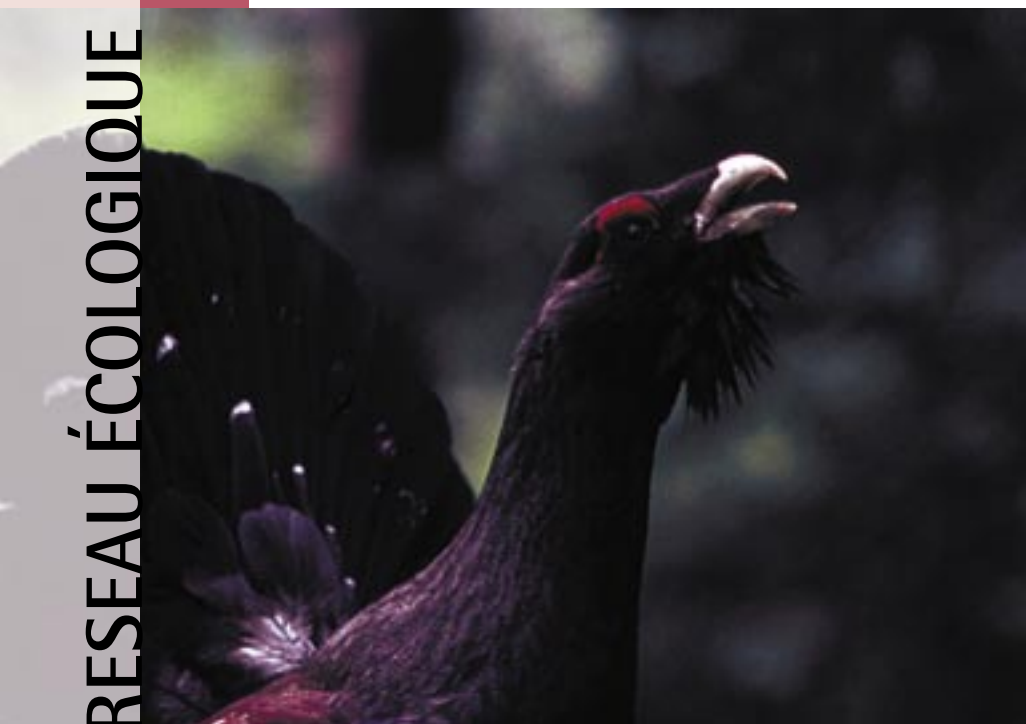
Le Réseau Alpin a commencé à créer des contacts avec les autres massifs montagneux d'Europe depuis 1997. Les deux massifs voisins des Alpes, les Pyrénées et les Carpates, ont alors suscité un intérêt particulier. Tous deux présentent, en ce qui concerne la gestion des espaces protégés, les mêmes problématiques que les Alpes. De 1997 à 2001, plusieurs manifestations à thèmes ont été organisées avec la participation des massifs européens. En 2002, le Réseau Alpin des Espaces Protégés a été chargé de l'organisation d'une manifestation importante dans le cadre de l'Année Internationale de la Montagne lancée par l'ONU. Lors de ce congrès organisé à Chambéry, pas moins de 18 pays d'Europe et du monde étaient représentés. C'est à cette occasion que la première pierre pour la création d'un réseau des espaces protégés dans les Carpates, dans le cadre de la Convention des Carpates récemment créée, fut posée. En 2003 et 2004, le Réseau Alpin a alors été chargé par la présidence allemande de la Convention alpine de participer activement à la mise en place du réseau des Carpates. Les conditions de base de ce réseau ont été définies avec une commission de pilotage composée de représentants gouvernementaux des pays des Carpates et les espaces protégés ont été interrogés quant à leurs besoins (cf. „Towards a Carpathian Network of Protected Areas. Final Report”, 2004). Le but à long terme du Réseau Alpin des Espaces Protégés est une coopération intensive entre les Alpes et les Carpates. Les premiers pas ont déjà eu lieu, en 2004, lors d'un colloque en Autriche sur le thème de la gestion de NATURA 2000. D'autres réunions et rencontres thématiques sont prévues pour le printemps 2006. Les Carpates et les Alpes ont de nombreux thèmes en commun. Du fait de l'élargissement de l'Europe, ces sujets prennent un intérêt tout particulier pour la politique environnementale européenne.

Reseau alpin et partenariats de montagne

En 2002, Année Internationale de la Montagne, la VIIème Conférence alpine a décidé d'intégrer les expériences issues du processus alpin dans le partenariat international pour le développement durable en zones de montagne. Celles-ci avaient été définies lors du sommet mondial de Johannesburg pour le développement durable. Lors de sa présidence de la Conférence alpine en 2003/2004, l'Allemagne a mis l'accent sur une collaboration plus forte entre la Convention alpine et les régions montagneuses des Carpates, du Caucase et de l'Asie centrale. La Convention des Carpates, élaborée avec le soutien de l'Italie, de l'Autriche, de la Principauté du Liechtenstein et du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), est signée à Kiev, en 2003, lors de la conférence des ministres « Un environnement pour l'Europe ». Elle prévoit la mise en place d'un réseau des espaces protégés à titre d'initiative pour la mise en application officielle de la Convention. Les Etats des Carpates préparent, depuis 2003, la création d'un réseau de leurs espaces protégés en lien étroit avec le Réseau Alpin des Espaces Protégés, et avec le soutien financier de l'Allemagne, de la France et de la Principauté de Monaco. Le Réseau Alpin contribue ici précieusement au développement d'une collaboration à long terme entre les Alpes et les Carpates, qui permettra la création de corridors écologiques ainsi qu'un échange d'expériences entre les espaces protégés des deux massifs européens. L'Allemagne continuera à soutenir ce processus en 2005/2006.

Silvia Reppe, responsable scientifique,
Ministère de l'Environnement, de la
Protection de la Nature
et de la Sécurité Nucléaire (D)





Grand Tétras © Nationalpark Gesäuse (A)



Le Réseau Alpin des Espaces Protégés et la grande faune sauvage

Les animaux de la grande faune sauvage tels le cerf, l'ours brun, l'aigle royal et le grand tétras sont des symboles d'une nature intacte. Ils sont même particulièrement estimés par leurs confrères. Préserver et favoriser ces animaux est un objectif important du Réseau Alpin des Espaces Protégés. Il s'agit ici de connectivité écologique et de collaboration. D'une part, la grande faune sauvage dépend de vastes espaces vitaux, et en cela, un réseau d'espaces protégés est essentiel à la survie de certaines espèces de la grande faune sauvage. D'autre part, l'harmonisation du suivi de ces populations, en partie menacées ou vulnérables, est nécessaire. C'est uniquement ainsi qu'une évaluation fiable du statut actuel et de la situation écologique, servant de base à la protection des espèces, est possible.

Heinrich Haller, *Directeur
Parc national Suisse (CH)*

Réseau écologique

Dans l'article 12 du protocole protection de la nature, il est spécifié que « Les parties contractantes prennent les mesures adéquates pour établir un réseau national et transfrontalier d'espaces protégés, de biotopes et d'autres éléments protégés ou dignes de protection dont le caractère est reconnu. Elles s'engagent à harmoniser les objectifs et les mesures applicables aux espaces protégés transfrontaliers. » C'est exactement ce but que le Réseau Alpin s'est fixé. Depuis 1995, il fournit des dispositifs concrets pour l'application de cet article à travers un échange thématique entre les responsables des espaces protégés et par des groupes de travail afin d'harmoniser les mesures de gestion. Depuis 2004, il a émis des propositions pour un réseau écologique en associant des espaces (mission de la commission permanente de la Convention alpine). Avec la publication de l'étude sur les espaces protégés transfrontaliers et sur le réseau écologique alpin, c'est un processus qui met l'accent comme aucun autre sur l'orientation concrète de la Convention alpine qui a commencé. Des solutions réalistes pour créer des liens entre les espaces protégés en respectant la réglementation sur l'aménagement du territoire et les mesures agro-environnementales des Etats membres de la Convention alpine prennent en compte la protection des espaces écologiques fonctionnels (migrations) et leur habitat typique. La réalisation du réseau écologique est un processus de longue durée, qui repose sur la confiance entre les Etats membres, sur les mesures techniques de gestion, sur les négociations avec les acteurs locaux et la sensibilisation de la population ainsi que sur les décisions politiques. Dans le texte du traité de la Convention alpine, il y a peu d'éléments qui peuvent avoir un rapport spatial aussi concret et qui peuvent promouvoir l'application de la Convention alpine. Le Réseau Alpin poursuivra, de manière engagée, cette mission.



Colloque bouquetin - Système de capture des bouquetins © Réseau Alpin



Les instances du Réseau Alpin et ses partenaires

Depuis sa création, le Réseau Alpin dispose de trois instances: l'Assemblée Générale composée de tous les représentants des espaces protégés (elle siège tous les 2 ans), le Comité de Pilotage International (il siège 2 fois par an), l'unité de coordination dont le bureau est situé en France et qui a pour missions de coordonner les projets et les activités du réseau. A partir de 2001, les présidents du Réseau Alpin sont désignés par intérim mais c'est en 2003 que se tiennent les premières élections pour la présidence du Comité de Pilotage. C'est lors de l'Assemblée Générale de 2001 que le Réseau Alpin adopte un règlement interne établissant ces instances. Le Comité de Pilotage émet les grandes lignes de travail et vote le programme annuel, il prend aussi des décisions stratégiques pour le développement du Réseau Alpin. Il se compose de représentants, élus par une assemblée des représentants, qui reflètent le nombre et les catégories des espaces protégés de leurs pays. Ces instances ont fait leurs preuves et ont permis d'assurer, dès le début, une prise de décisions démocratique. Le rattachement au Secrétariat permanent de la Convention alpine entraîne un besoin d'adaptation du règlement interne. Le financement du Réseau Alpin a toujours été assuré par la France et ses deux régions alpines (Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur). Le Parc national des Ecrins se charge de l'administration du Réseau Alpin et apporte une aide précieuse. Lors de la deuxième Conférence Internationale des Espaces Protégés Alpins, en 1998, le principe de coresponsabilité pour les actions du réseau a été voté. Les espaces protégés et les collectivités locales concernées contribuent ainsi également au financement des activités, en particulier, pour les manifestations ayant lieu dans leurs régions. Ces dernières années, certains pays signataires ont participé activement et financièrement aux actions du Réseau Alpin: l'Allemagne et la Bavière (création d'un réseau dans les Carpates, réseau écologique dans les Alpes, cartographie des espaces protégés alpins), la Principauté de Monaco (réseau des Carpates), l'Autriche (colloque NATURA 2000 Alpes-Carpates), la Suisse (création d'une banque de données pour les projets de recherche dans les régions de montagnes européennes). Tous les Etats membres de la Convention alpine ont participé à l'étude « espaces protégés transfrontaliers et réseau écologique » (2004). Par leur participation active, les espaces protégés ont contribué aux actions communes. Le Réseau Alpin se fonde sur cette dynamique et sur une participation active des Etats membres et des espaces protégés.



1. Les gestionnaires des espaces protégés alpins à la conférence du Réseau Alpin en Autriche en 2001 © Réseau Alpin
2. Comité de Pilotage International du Réseau Alpin lors de la réunion à Monaco en 2005 © Réseau Alpin



alpenkonvention convention alpine convenzione delle alpi alpska konvencija

1. Groupe de travail eau dans le PNR Verdon (F) en 2000 © Réseau Alpin
2. Marmotte © Nationalpark Berchtesgaden (D)
3. Groupe de Suivi National dans le PNR Queyras (F) en 2000 © Réseau Alpin
4. Annonce du colloque Cultures Alpines dans le PNR Paneveggio Pale di San Martino (I) en 2000 © Réseau Alpin



L'avenir du Réseau Alpin

Le rattachement du Réseau Alpin au Secrétariat permanent de la Convention alpine est un nouveau défi. Dans l'avenir, il devra réussir au-delà de la continuité des missions traditionnelles qu'il menait telles que : l'échange thématique entre les gestionnaires des espaces protégés, la mise à disposition d'outils internationaux pour la communication et l'échange de données ainsi que la coordination de projets transalpins communs. Il s'orientera vers des thématiques plus étroitement liées à la mise en application de la Convention alpine. Ainsi, la question de la mise en réseau spatiale des espaces protégés alpins en vue du maintien de la biodiversité dans les Alpes conformément à l'article 12 de la Convention alpine sera cruciale. Ce sont les groupements d'espaces protégés transfrontaliers mais aussi les associations d'espaces protégés nationaux et régionaux qui constituent les piliers primordiaux de ce réseau spatial. La coopération externe dans le sens de « région biogéographique alpine » doit être élargie dans le cadre des partenariats de montagne de la Convention alpine. Une communication moderne et interactive à l'échelle internationale est en cours d'élaboration, assurée par le Réseau Alpin en collaboration avec les espaces protégés, qui a pour objectif de créer, dans les années à venir, une base de travail représentative pour tous les partenaires du Réseau Alpin. Le document stratégique du Réseau Alpin présente les grands axes de travail et les objectifs fixés de la coopération internationale entre espaces protégés à moyen et long terme. Il s'agit du document de référence élaboré par le Comité de Pilotage International du Réseau Alpin en prenant en compte le rattachement du Réseau Alpin au Secrétariat permanent. La peu nombreuse mais compétente équipe multinationale du siège, situé au centre des Alpes françaises, sera de plus en plus au service des espaces protégés alpins et de la Convention alpine. Elle a pour objectif majeur la promotion de la coopération internationale des espaces protégés et l'élaboration de propositions concrètes pour l'application de la Convention alpine. Elle travaillera en étroite collaboration avec le Secrétariat permanent de la Convention alpine à Innsbruck et Bolzano.





alpenkonvention convention alpine convenzione delle alpi alpska konvencija

Un grand merci à tous les partenaires des pays alpins qui ont soutenu fortement les actions du Réseau Alpin



Nous remercions également nos partenaires qui rendent possible la coopération internationale



Réseau Alpin des Espaces Protégés

Micropolis - Isatis - F - 05000 Gap

Tel: 33 (0)4 92 40 20 01

Fax: 33 (0)4 92 40 20 00

240, rue de la République
73000 Chambéry

e-mail: info@alparc.org

www.alparc.org

Directeur de publication : Guido Plassmann

Coordination : Boris Opolka

Conception et réalisation : Imprimerie des Arts Graphiques

Traduction : Agnès Bousquet, Reinhold Ferrari, Andreja F. Gasperlin, Natasa Leskovic Ursic, Tina Markun, Elena Maselli, Anne-Sophie Petitprez, Guido Plassmann

Crédits photographiques : ASTERS (F) ;

Nationalpark Berchtesgaden (D) ; Parco Nazionale Gran Paradiso (I) ;

Nationalpark Hohe Tauern (A) ; Parco Naturale Mont Avic (I) ;

B. Opolka (F) ; Réseau Alpin des Espaces Protégés ;

Parco Nazionale dello Stelvio (I)

Imprimé sur du papier FSC par l'Imprimerie des Arts Graphique à Alby sur Chéran (F)